



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

emplois d'avenir

Question au Gouvernement n° 581

Texte de la question

CONTRATS D'AVENIR DANS L'ÉDUCATION NATIONALE

M. le président. La parole est à Mme Chantal Guittet, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

Mme Chantal Guittet. Monsieur le ministre de l'éducation nationale ("*Ah !*" *sur les bancs du groupe UMP*), les emplois d'avenir sont au coeur d'une politique majeure du quinquennat de François Hollande : 150 000 emplois, réservés aux jeunes de notre pays, vont être créés pour lutter contre le chômage et, j'espère, susciter des vocations professionnelles. Sur les bancs de la majorité, nous avons massivement soutenu cette grande initiative pour l'emploi, qui monte progressivement en charge.

Une dimension particulièrement intéressante de cette politique est assumée par votre ministère ; il s'agit des "emplois d'avenir professeur". Ce dispositif a été présenté la semaine dernière par le Premier ministre et vous-même. Il permettra, je l'espère, de répondre aux difficultés de recrutement auxquelles doit faire face l'éducation nationale et facilitera l'accès des étudiants boursiers aux métiers de l'enseignement.

Des contrats de trois ans en établissement scolaire seront proposés à des étudiants qui, en échange, s'engageront à préparer les concours de l'éducation et à les passer à l'issue de leur contrat. C'est une très bonne nouvelle pour l'éducation nationale. C'est une bonne nouvelle pour la jeunesse, à qui l'on ouvre des perspectives d'emploi. C'est une bonne nouvelle pour l'égalité des chances car ce dispositif bénéficiera à 18 000 boursiers d'ici à 2015.

C'est un acte concret qui permet de remettre en marche l'ascenseur social. Pour nous, c'est clair : les "emplois d'avenir professeur" sont une promesse pour la France, sa jeunesse, ses écoles, et nous soutiendrons votre volontarisme, votre capacité d'initiative et, pour tout dire, votre ambition éducative.

Pouvez-vous me dire quelles mesures envisagent les académies de France pour mettre en oeuvre ce projet simple, intelligent et efficace ? Comment ce dispositif s'intègre-t-il dans votre projet de refondation d'une véritable école républicaine ? (*Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes SRC et écologiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale.

M. Vincent Peillon, *ministre de l'éducation nationale*. Madame la députée, au moment où 25 % de nos jeunes sont au chômage et où la France doit recruter dans les cinq années à venir 150 000 enseignants, il était nécessaire de mettre un terme à la crise des recrutements que nous connaissons. Cela suppose d'agir de multiples façons. Il sera procédé à 40 000 recrutements cette année, et j'ai le plaisir d'annoncer à la représentation nationale que, sur le premier concours, nous avons déjà eu 10 % d'étudiants de plus se présentant aux épreuves, et, sur le deuxième concours, 10 % d'inscrits de plus.

Ensuite, il faut remettre en place une entrée progressive dans le métier. À partir de l'année prochaine, ceux qui sont recrutés pourront à la fois recevoir une formation dans les écoles supérieures du professorat et de l'éducation, et en même temps avoir un an pour s'adapter à leur métier.

Enfin, nous avons voulu remettre en marche ce qui a tellement bien fonctionné dans notre pays. Des enfants des communes rurales et du monde paysan, des enfants des cités ouvrières et du monde ouvrier, pouvaient accéder, par les écoles normales, au métier de professeur et construire leur carrière en servant le pays. Ils ont partout montré que le mérite pouvait être récompensé. Ces dernières années, nous avons détruit cette filière exemplaire de la République.

Nous avons tenu, avec le Premier ministre, qui connaît bien ces sujets, à relancer cet ascenseur social et cette

promesse républicaine. J'ai le plaisir de vous annoncer que, la semaine dernière, nous avons pu constater sur le terrain que les 4 000 postes ouverts à des étudiants boursiers, à partir de la deuxième année, qui veulent servir la France et son avenir, sont d'ores et déjà pourvus. Il y en aura 6 000 de plus à la rentrée. Nous pourrons ainsi à la fois faire face aux besoins de recrutement et montrer à ceux qui veulent servir le pays qu'il y a encore un chemin. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Chantal Guittet](#)

Circonscription : Finistère (5^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 581

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Éducation nationale

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [21 février 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [21 février 2013](#)